

Dar-Es-Salaam – Un parterre d’experts, d’universitaires, de membres de Think-Tanks, de chercheurs et d’éminentes personnalités politiques africaines ont appelé, le samedi 16 octobre 2021, à Dar Es Salaam, à l’expulsion de la pseudo “rasd” de l’Union Africaine (UA).

L’expulsion de la fantomatique “rasd”, un groupe armé soutenu par l’Algérie n’ayant aucun des attributs d’un État souverain, corrigera une “erreur fâcheuse” héritée de l’OUA (Organisation de l’Unité Africaine) et qui décrédibilise l’UA dans son Acte Constitutif stipulant qu’elle doit rassembler uniquement des Etats souverains, ont soutenu les participants à un séminaire sous le thème “L’impératif de la relance post-covid : Comment la résolution de la question du Sahara peut-elle renforcer la stabilité et l’intégration de l’Afrique”.

Les participants à cet événement, co-organisé par l’Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS) et la Tanzania Peace Fondation (TPF), ont été unanimes à souligner que le règlement de la question du Sahara marocain passe nécessairement par l’expulsion de cette entité fantoche, une “source de division et d’instabilité” en Afrique.

“La présence de la +rasd+ au sein de l’UA constitue une violation grave du droit international et de la Charte de l’organisation panafricaine”, a ainsi souligné Fahmi Said Ibahim, ancien ministre comorien des Affaires étrangères, expliquant que la “rasd” ne dispose d’aucun des éléments juridiques constitutifs d’un Etat, à savoir le territoire, la population et un pouvoir à exercer.

L’Union Africaine devrait corriger cette “erreur historique” qui affecte la crédibilité et la neutralité de l’Union et constitue un obstacle à la résolution de la question du Sahara marocain, a fait observer M. Ibrahim, ajoutant que l’initiative marocaine d’autonomie pour le Sahara représente l’“unique solution réaliste et définitive” à ce différend de longue date.

Pour l’expert en diplomatie Amine Laghidi, seul marocain invité à cet important séminaire, la présence de la prétendue “rasd” au sein de l’UA oppose de fait le Maroc, un Etat qui s’engage à résoudre le conflit artificiel autour du Sahara par la voie diplomatique, à une entité non-étatique qui maintient et affiche son bellicisme, sans pouvoir, pour autant, être capable d’apporter la moindre contribution concrète à l’organisation.

Rappelant que cette entité “non-étatique” et “non-souveraine” avait été admise au

sein de l'OUA dans le contexte d'un coup de force politique et idéologique, M. Laghidi a relevé que son maintien au sein de l'UA constitue une "violation avérée" de l'Acte Constitutif de l'organisation panafricaine.

Même son de cloche pour Orlando Simba, directeur exécutif du Panafrican Congress au Kenya, qui a affirmé que les deux tiers des membres de l'UA ne reconnaissent aucunement la "rasd".

Il a ainsi appelé les États africains à mettre fin aux divisions au sein de l'organisation panafricaine et à œuvrer ensemble pour renforcer l'Union et l'intégration du Continent à travers l'expulsion de cette entité.

Abondant dans le même sens, le rédacteur en chef du groupe médiatique sud-africain "The star", Sifiso Gift Mahlango, a relevé que ce conflit est le résultat des politiques "toxiques" de l'Algérie qui soutient et arme cette entité fantomatique depuis des décennies.

Le conflit artificiel autour du Sahara marocain constitue, malheureusement, un "obstacle majeur" à la marche de l'Afrique vers l'intégration, la paix, la stabilité et le progrès, a-t-il fait constater.

De son côté, le directeur exécutif de l'Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS) Cosma Bahali, a mis l'accent sur l'importance d'initier une réflexion intellectuelle en vue de trouver des solutions pragmatiques à la question du Sahara marocain, sur la base de l'initiative marocaine de l'autonomie, qualifiée par l'ONU et la majorité des pays africains de "crédible" et "sérieuse".

Pour Andre Gakwaya, directeur général de l'Agence rwandaise d'information (ARI), la présence de la "rasd" au sein de l'UA est en "contradiction absolue" avec la position de l'ONU qui appelle les parties à parvenir à une solution politique juste, définitive et mutuellement acceptable à ce différend régional.

Le séminaire a réuni une quarantaine de participants venus du Rwanda, du Kenya, des Iles Comores, du Burundi, de la Tanzanie, de l'Ouganda, du Mozambique et de l'Afrique du Sud, entre autres.